

MISE EN ŒUVRE DE LA DC SMM EN MEDITERRANEE FRANÇAISE
DEFINITION DU BEE ET OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX

Avis de l'URVN-FNE PACA - 11.10.2012

SOMMAIRE

Evaluation initiale	3
Définition du Bon Etat Ecologique	4
Objectifs environnementaux : remarques générales	5
Une ambition d'abord environnementale	5
Une politique vraiment intégrante... et intégrée.....	5
Des objectifs opérationnels et volontaires	6
Littoral et artificialisation.....	6
Perceptions et représentations sociales de la mer et de ses enjeux	7
Prise en compte des changements climatiques.....	7
Propositions d'amendements ou d'objectifs nouveaux	8
Objectifs liés à l'état écologique.....	8
Objectifs liés à la réduction des pressions	8
Objectifs transversaux	11
Gouvernance.....	12

EVALUATION INITIALE

Notre association, en tant que membre du CMF Méditerranée, a pris part aux réflexions sur l'évaluation initiale. Nous notons avec satisfaction que les suggestions de compléments, dont ceux que nous avons pu soumettre, ont été prises en compte pour compléter quelque peu cet état des lieux.

Jouons cependant le jeu de la critique : des améliorations peuvent encore être apportées ! notamment sur des points déjà proposés et pour lesquels il n'a pas été apporté de réponse (ni en terme de connaissances spécifiques, ni en reconnaissance de lacunes).

Nous soulignons cependant que le but n'est pas la critique bête et méchante, mais bien de proposer des éléments nous paraissant importants pour la politique qui sera mise en place pour notre littoral, pour orienter au mieux les recherches et les travaux.

Microbiologie marine

Le résumé soumis à consultation évoque bien les communautés phytoplanctoniques et zooplanctoniques. Cependant, celles-ci s'appuient sur des communautés d'échelle encore plus petites qu'il semble nécessaire de citer dans la description des caractéristiques biologiques et biocénotiques. Ces connaissances sont-elles disponibles ?

Si non, que cela soit acté afin que des recherches puissent par la suite être orientées sur ces sujets. Si oui, qu'elles soient exposées ici.

Pressions et impacts

L'étude complète soumise au CMF de février 2012 mentionne différentes pressions résultant des activités humaines, renvoyant dans certains cas vers des instituts ou des documents issus d'autres organismes. Des cartographies, existantes par ailleurs, auraient judicieusement complété ces différents paragraphes, par exemple sur

- les zones d'immersion passée de déchets de guerre,
- la localisation des épaves militaires ou de marine marchande
- les zones de dragage de sédiment et les zones de clapage...

Ces sujets ne sont en outre pas abordés dans le résumé à destination du grand public, à l'exception du clapage (uniquement comme perturbation chimique). Le paragraphe sur les radionucléides est bien présent, mais n'évoque pas le nucléaire militaire ni les initiatives prises en matière de surveillance ou de traitement par la base navale de Toulon.

Quel est l'état des connaissances scientifiques sur ces éléments ? Quel suivi est réalisé ou prévu ? quels sont les premiers résultats obtenus par les actions menées ici ou là ? Un minimum d'expertise scientifique et de porter-à-connaissance est ici nécessaire, afin de garantir d'une part la sécurité des citoyens et d'autre part la protection de notre milieu naturel littoral et marin.

Analyse économique et sociale

La synthèse de l'analyse économique et sociale présente les estimations de différents coûts engendrés par la dégradation du milieu marin ou l'atténuation des impacts. Les estimations avancées sont évidemment calculées en fonction des connaissances actuelles et des actions qui sont déjà mises en œuvre aujourd'hui.

L'exercice est sans doute difficile, néanmoins il aurait été intéressant d'estimer

- les tendances d'évolution générale (dégradations, améliorations ?) des différents compartiments naturels, des activités
- comment les dégradations de l'environnement littoral et marin impacte l'utilisation de ces milieux et des ressources qu'ils fournissent, et quelle perte économique est ainsi engendrée
- le coût de l'absence d'action aujourd'hui,
- le coût de l'action volontariste engagée dès maintenant, quel pourrait être le coût de l'action rendue impérieuse dans 5, 10, ou 15 ans ? Sera-t-il d'ailleurs encore temps, et pour qui : pour le milieu, pour quels acteurs, pour quels intérêts économiques, sociaux ?

DEFINITION DU BON ETAT ECOLOGIQUE

Préalablement, il nous faut fixer d'emblée la hauteur de la barre : le PAMM Méditerranée ne doit en aucun cas proposer une définition du BEE moins ambitieuse que les réglementations existantes par ailleurs (DCE, Convention de Barcelone, directives européennes...).

En l'état actuel des travaux, les descripteurs proposés sont encore vagues, peu opérationnels, notamment du fait des lacunes en terme de connaissances scientifiques. La définition du bon état écologique reste à ce stade une définition qualitative : elle devra nécessairement s'appuyer sur des éléments quantitatifs, pourquoi pas spatialisés le cas échéant.

Ainsi, les efforts de recherche mentionnés précédemment doivent être poursuivis, et ce dans une logique intégratrice, prenant en compte les écosystèmes, les pressions mais aussi les fonctionnalités écologiques et les échanges permanents entre milieux. Certains indicateurs terrestres auraient ainsi vocation à être exploités dans la définition du bon état écologique marin.

Nous notons avec satisfaction que les travaux menés dans le cadre de la Convention de Barcelone, (objectifs écologiques, objectifs opérationnels, indicateurs) ont été intégrés dans les réflexions sur le bon état écologique. Cette convergence entre les démarches est à maintenir par la suite.

OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX : REMARQUES GENERALES

Une ambition d'abord environnementale

La DCSMM constitue le pilier environnemental de la nouvelle politique maritime intégrée européenne. Elle nous fixe l'objectif ultime de bon état écologique des eaux marines de nos façades : maintien de la diversité biologique, préservation de la diversité et du dynamisme des océans et mers. L'intégration des préoccupations environnementales dans les différentes politiques touchant à la mer est également visée.

L'atteinte ou le maintien du bon état écologique est donc affiché comme un préalable : nous devons donc orienter nos activités de façon à ce qu'elles s'appuient de façon plus respectueuse, plus équilibrée, sur les ressources et les potentialités que nous offre le milieu.

L'application de la doctrine "éviter - réduire - compenser" ("E-R-C") découle naturellement de ce postulat de départ. Toutes nos activités en mer, toute conception et toute réalisation des projets doivent désormais mettre en œuvre plus volontairement et plus efficacement ce principe. En insistant toutefois sur le fait que ce principe préconise en premier lieu **l'évitement de la dégradation ou de l'impact, c'est-à-dire la recherche de solutions alternatives** au projet. Le dernier pilier "compenser" ne doit constituer qu'un dernier recours, après épuisement de toutes les autres possibilités, et non devenir la règle commune.

Porteuse des Grenelles de l'Environnement et de la Mer, initiatrice de l'Union pour la Méditerranée, la France s'est voulue jusqu'à présent motrice, auprès de ses partenaires européens et méditerranéens. Elle doit aujourd'hui proposer un plan d'action pour le milieu marin volontariste, exemplaire et se doter d'objectifs ambitieux mais aussi réalistes.

Une politique vraiment intégrante... et intégrée

Visant une politique maritime intégrée à l'échelle des façades maritimes, la DCSMM doit naturellement s'articuler avec l'ensemble des politiques, et plans d'actions en vigueur concernant la mer Méditerranée, mais pas uniquement. En effet, la mer étant le réceptacle final de l'ensemble des eaux, ruissellements, apports..., les objectifs environnementaux définis dans le PAMM doivent concerner également les activités humaines exercées à terre.

Il ne s'agit pas pour autant que la DCSMM porte tout, mais bien d'insérer cette directive dans un contexte réglementaire et opérationnel existant, de la positionner en "chapeau général" et de développer des synergies. Ces dernières sont à réfléchir concernant notamment

- La Convention de Barcelone, le Programme d'actions des Nations Unies pour la Méditerranée
- La Directive Cadre sur l'eau,
- Les Directives Habitats - Faune - Flore, et Oiseaux,
- Les Politiques européennes de l'agriculture (PAC) et de la pêche (PCP)
- Les politiques nationales en matière de développement durable, d'aménagement du territoire, de tourisme et d'activités de pleine nature...

Ainsi, le PAMM pourrait avoir un rôle de coordination des politiques touchant à la mer et rappeler, pour chaque grand enjeu identifié,

- quels sont les objectifs finaux visés (objectifs qualitatifs et quantitatifs, chiffrés autant que possible,
- de quelle législation / plan d'action ils relèvent
- et comment ils sont actuellement pris en charge.

Le PAMM pourrait ainsi rappeler la force juridique de chacun et proposer une vision globale de la Méditerranée et ses enjeux, permettant ainsi une hiérarchie dans les objectifs des différentes politiques et plans d'actions.

Il sera enfin nécessaire de donner une réelle force juridique à ce PAMM, de sorte qu'il puisse être opposable de même que la DCE, à l'administration, dans un rapport qui soit *a minima* de compatibilité.

Sans cette force juridique, il ne sera qu'un plan de plus parmi de nombreux autres.

A noter que les objectifs environnementaux pour la Méditerranée ne présentent pas d'organisation ou de rédaction commune avec les OE des autres façades françaises. Y a-t-il recherche d'une cohérence sur ce point avec les autres régions méditerranéennes ? Est-ce celle-ci qui justifie une organisation différente des OE pour la Méditerranée ?

Des objectifs opérationnels et volontaires

La DCSMM laisse peu de marges de manœuvre pour l'atteinte du bon état écologique, qui doit être réalisé en 2020. Toutefois, l'état initial de certains milieux, la faisabilité technique et économique des actions, l'inertie de réaction des milieux... et des hommes ne permettront pas que ce bon état écologique soit atteint partout.

Aussi, il importe que le PAMM mette un accent tout particulier sur la **non-dégradation des milieux** déjà en bon état et sur les actions de **prévention de nouveaux dommages** potentiels. Cela passe entre autres par une bonne coordination entre les acteurs et par des choix de projets, de développement, davantage compatibles avec le respect des milieux naturels et notamment littoraux et marins, pouvant aller jusqu'à l'abandon de projets trop impactants.

La **précision des objectifs**, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, (objectifs chiffrés, échéances précises...) sera une aide pour définir des actions dans un souci d'**efficacité technique et financière**, et pour le suivi de réalisation ensuite.

La DCSMM paraît assez stricte sur l'échéance finale pour atteindre le bon état écologique. Cependant, elle prévoit malgré cela des dérogations possibles¹. Nous savons que certains secteurs géographiques, que certaines activités ne pourront pas répondre aux obligations dès 2020. Nous devons également accepter collectivement que certains résultats ne pourront être obtenus ou visibles qu'à long terme.

Aussi, dans l'intérêt des milieux et des activités que nous développons à partir de ces milieux ou ressources, nous ne devrions pas nous contenter d'une logique d'objectifs à court terme. Cette logique ne vise qu'à nous permettre d'éviter les sanctions de l'Union Européenne et n'est pas développée dans un réel souci de gestion intégrée des zones côtières et des milieux marins. Donnons-nous au contraire

- un **projet de société, co-construit et partagé**, pour notre Méditerranée
- des **objectifs ambitieux**, chiffrés, même spatialisés quand c'est nécessaire
- des **échéances** pour chaque objectif, échéances qui soient plus ou moins éloignées dans le temps, réalistes sans pour autant permettre le laisser-aller.

C'est au prix du temps et d'efforts soutenus que nous arriverons à un équilibre satisfaisant entre préservation de milieux en bon état et activités humaines et que nous pourrons maintenir cet équilibre dans la durée.

Littoral et artificialisation

L'artificialisation du littoral concerne 20% des côtes de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Outre les effets directs de destruction irréversible des milieux littoraux, cette artificialisation entraîne également d'autres conséquences : rejets urbains à la mer, concentration des polluants, pression sur les ressources, rupture des continuités écologiques avec le milieu terrestre...

Le PAMM doit être l'occasion de remettre à plat la vision que nous avons de l'aménagement du territoire littoral et de faire intégrer dans les critères d'aménagement :

- La capacité d'accueil des territoires et la disponibilité des ressources (espaces naturels à préserver, ressources en eau douce, capacité du territoire à "encaisser" une catastrophe naturelle...)
- La saisonnalité des populations et des activités : les territoires littoraux méditerranéens français accueillent quelques 34 millions de touristes par an²... Cette arrivée massive de populations se concentre sur les 6 mois les plus cléments de l'année et favorise de fait la concentration d'un certain nombre d'activités... et de la consommation des ressources et des pollutions.

Différents objectifs liés à la réduction des pressions abordent de façon sectorielle ce sujet de l'aménagement du territoire. Cependant, le PAMM mériterait d'être plus complet sur ce point :

- Rappel de la nécessité d'une réelle prise en compte de la mer et du littoral dans les documents d'urbanisme des collectivités littorales (volets mer des SCoT, schéma de mise en valeur de la mer...)
- Application pleine et entière de la loi Littoral,
- Application de la doctrine "éviter - réduire - compenser" (E-R-C) sur le littoral et extension à d'autres activités, d'autres milieux naturels.

¹ Art. 14 de la DCSMM.

² Comité Régional du Tourisme PACA, Chiffres 2010

Identifier les milieux marins et littoraux dans les documents d'urbanisme permet de leur rendre leur véritable place dans la vision globale qu'a une collectivité de son territoire, à la fois comme "contrainte naturelle" mais aussi comme atout.

Perceptions et représentations sociales de la mer et de ses enjeux

Bien que Provence-Alpes-Côte d'Azur soit une région littorale, méditerranéenne, tous ses habitants - en particulier les littoraux ne sont pas forcément très concernés par la mer. Les métropoles côtières, peu ouvertes sur leur littoral, leurs ports, ne favorisent pas non plus une appropriation par les habitants. Deux grands axes doivent guider la réflexion et l'action :

- La mer pour tous : permettre à tous, aujourd'hui et dans les générations futures, d'avoir la possibilité de vivre l'expérience de la mer dans son état naturel
C'est là tout le travail du PAMM.
- Tous pour la mer : d'une façon ou d'une autre, nos activités ont un impact plus ou moins marqué, à plus ou moins court terme, sur le milieu marin
 - Nécessité de faire connaître le milieu marin (biodiversité, fonctionnement, menaces...)
 - Nécessité d'expliquer les activités humaines en mer, leurs impacts, les besoins auxquels elles répondent, leurs interactions avec les milieux ou entre elles. La sensibilisation aux enjeux des politiques marines intégrées intervient également à ce niveau.

La sensibilisation et la formation concernent ainsi de nombreux publics : populations littorales et non littorales, métiers travaillant régulièrement avec la mer, métiers plus éloignés mais pouvant impacter le milieu marin, scolaires... Il s'agira pour chaque objectif particulier

- d'identifier précisément les publics visés,
- d'identifier les acteurs (associatifs, étatiques : Ministères concernés dont Education Nationale, institutionnels : collectivités impliquées, scientifiques : laboratoires de recherches publics, universitaires ou privés, spécialistes de la formation : universités, CNFPT, AFPA, éducation populaire, représentants des acteurs : chambres consulaires, syndicats...) avec qui développer des partenariats de compétence public / privé
- de co-construire des stratégies de formation ou de sensibilisation avec les acteurs,
- de définir les modes d'évaluation.

Ces points sont quelque peu détaillés dans un document joint en annexe. Ce document résulte d'une réflexion partagée avec nos partenaires associatifs habituels. Cette réflexion a vocation à être poursuivie par la suite.

Prise en compte des changements climatiques

Les changements climatiques impactent dès aujourd'hui les milieux naturels, les espèces faunistiques et floristiques, que ce soit dans leur répartition spatiale, dans leur cycle de vie. A un terme encore indéterminé, ils induiront également, nécessairement, des modifications dans nos façons de vivre, de produire, de consommer. Il nous faut donc anticiper les efforts d'adaptation que cela demandera et les impacts que cela pourra avoir, sur les milieux, les espèces ou les ressources, mais aussi sur les activités ou installations humaines.

La rédaction des objectifs environnementaux est peut-être trop générale pour y mentionner directement les changements climatiques. Cependant, le PAMM Méditerranée ne peut faire abstraction de cette évolution qui affecte déjà les régions méditerranéennes françaises. Il doit donc intégrer de façon volontariste ces tendances climatiques évolutives a minima dans les objectifs particuliers. En outre, le PAMM peut orienter réflexions et travaux vers un Plan d'adaptation de la façade méditerranéenne aux changements climatiques. Un tel plan serait intéressant au niveau national, mais plus encore à l'échelle du bassin méditerranéen entier : la Convention de Barcelone pourrait constituer un cadre de travail et de partenariat adéquat pour développer puis mettre en œuvre une telle stratégie.

PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS OU D'OBJECTIFS NOUVEAUX

Objectifs liés à l'état écologique

Objectif A : maintenir ou rétablir la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes des fonds côtiers (médio, infra et circalittoral).

Nous demandons que soient ajoutés les objectifs particuliers suivants :

► Garantir la préservation des habitats et des espèces ayant un rôle essentiel dans le fonctionnement des écosystèmes et le maintien de leurs fonctionnalités.

► Maintenir l'intégrité des fonds dans les zones à intérêt écologique faiblement impactées, et effectuer un inventaire précis, en amont de toute décision ou activité de nature à modifier le milieu dans les zones estimées riches mais mal connues sur le plan scientifique

Justification : il s'agit de mettre en œuvre l'objectif de préservation / non-dégradation des secteurs encore en bon état écologique aujourd'hui, c'est-à-dire les secteurs qui n'ont pas été dégradés jusqu'à présent. Une formulation plus contraignante serait "préserver les habitats et espèces ayant un rôle essentiel dans le fonctionnement des écosystèmes". Cet objectif est à positionner en amont de tous les autres.

Descripteur(s) concerné(s) : D1, D4, D6

► Renforcer le réseau des Aires Marines Protégées de sorte qu'il couvre 20% des eaux marines à l'horizon 2020.

► Définir le "tiers sauvage" et mettre en œuvre ce principe sur le littoral.

Justification : mettre en place un cadre juridique et un cadre d'actions pour permettre une préservation effective des zones en bon état écologique. Le développement d'un réseau d'aires marines protégées fait partie des mesures identifiées pour parvenir au bon état écologique. Nos associations souhaiteraient que dès la phase d'élaboration des objectifs environnementaux, un objectif relatif à la mise en place d'un réseau d'aires marines protégées puisse être identifié. En outre, la France s'est déjà engagée à classer 20% des ses eaux marines en aires marines protégées d'ici 2020. Elle devrait promouvoir cet objectif au niveau communautaire. C'est l'un des points clés de sa stratégie de création et de gestion des aires marines protégées, adoptée en 2012.

Descripteur(s) concerné(s) : D1, D6

► Etablir une cartographie détaillée des zones potentiellement les plus vulnérables, des zones à forts enjeux (richesse biologique, conflits d'usages etc.), des zones à risque naturel (notamment risque de sismicité). Les activités qui impactent et/ou qui exploitent les fonds côtiers ou marins devront se baser sur cette cartographie.

Justification : une cartographie détaillée des zones vulnérables, à enjeux ou à risque doit être développée, afin d'éclairer toute décision ou activité. Elle permettra d'alimenter les réflexions lors de l'établissement de documents d'urbanisme, de réglementation de navigation (notamment plaisancière) ou de pêche, ou encore d'exploration / exploitation pétrolière...

Descripteur(s) concerné(s) : D6

► Préserver ou restaurer les estuaires (habitats, fonctionnalités, hydrologie...)

Justification : milieux diversifiés, les estuaires présentent en Méditerranée des profils naturels variés et abritent de grandes richesses floristiques, faunistiques, paysagères... Cela en fait des milieux également attractifs pour diverses activités humaines et ils sont exploités depuis l'Antiquité : installations humaines, salins, rizières... Des équilibres particuliers s'y sont créés et méritent d'être préservés.

Descripteur(s) concerné(s) : D1, D3, D6

Objectifs liés à la réduction des pressions

Réguler l'artificialisation

Deux points viennent en amont des objectifs environnementaux déjà identifiés dans les documents proposés :

- La mise en œuvre de la doctrine "éviter - réduire - compenser", pour toutes nos activités concernant le littoral ou la mer, que les projets soient de nouvelles infrastructures ou activités ou qu'ils concernent la maintenance, la réfection d'ouvrages existants ou l'adaptation d'activités.

- L'application des lois Littoral et grenelle concernant la prise en compte de la mer et du littoral dans les documents d'urbanisme.

Objectifs proposés :

► Pour tout projet proposé, étudier dès la conception même du projet l'adéquation du projet au besoin auquel il est censé répondre, et proposer les mesures les plus appropriées pour éviter, réduire ou en dernier lieu compenser les impacts potentiels du projet sur le milieu naturel. Les principes E-R-C s'appliquent tant dans la conception que dans la réalisation et l'exploitation du projet.

Justification : éviter de créer de nouvelles pressions lors de la conception, mise en œuvre ou adaptation de projets. Il s'agit d'une autre forme d'application du principe de non dégradation.

Descripteur(s) concerné(s) : potentiellement tous.

► Mettre en œuvre une véritable prise en compte des milieux littoraux et marins dans les documents d'urbanisme (volet Mer des SCoT, schéma de mise en valeur de la mer...). Etablir un suivi de l'avancement de ces schéma / volets dans les SCoT et PLU littoraux méditerranéens.

Justification : les documents d'urbanisme ne prennent aujourd'hui pas assez en compte le littoral et la mer, et l'urbanisation continue d'empiéter sur ces milieux, les détruisant ainsi de façon irréversible (et exerçant d'autres pressions, abordées dans les objectifs liées à la réduction des pressions). Or ils constituent des atouts non négligeables pour le territoire : en terme tout d'abord de qualité de vie, mais aussi en termes économique (activités maritimes, pêche, tourisme).

Les identifier dans les documents d'urbanisme permet de leur rendre leur véritable place dans la vision globale qu'a une collectivité de son territoire, à la fois comme "contrainte naturelle" mais aussi comme atout.

Descripteur(s) concerné(s) : D1, D5, D6, D8, D9

Objectif F : réduire les apports à la mer de contaminants chimiques des bassins versants décrits dans l'évaluation initiale

L'objectif peut être complété de la façon suivante : réduire les apports à la mer de contaminants chimiques et de nutriments des bassins versants décrits dans l'évaluation initiale, les ramener à un niveau qui n'a pas d'effet néfaste sur les fonctions des écosystèmes et la diversité biologique.

Ajouter un objectif particulier visant à anticiper les évolutions de la DCE concernant les substances prioritaires et dangereuses

► Etablir un état des lieux et un plan de réduction / suppression des substances prioritaires et dangereuses qui vont être ajoutées à l'annexe X de la DCE. Donner une échéance.

Justification : se préparer à une législation renforcée ; lutter contre des substances dont la nocivité est connue.

Descripteur(s) concerné(s) : D8, D9

Ajouter des objectifs particuliers visant à limiter les apports de contaminants d'origine agricole

► Faire évoluer l'agriculture vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement,

- Appliquer Ecophyto 2018 et réduire de 50% les produits phytosanitaires d'ici à 2018
- Appliquer le SDAGE et réduire les pollutions ponctuelles et diffuses d'origine agricole dans les eaux
- Réviser les seuils à la source pour anticiper sur les valeurs - seuils qui seront exigées en 2015, 2020...

► Encourager les agricultures exemplaires sur le littoral et dans les estuaires, le développement des circuits de proximité

Justification : L'Etat s'est engagé dans différents contextes en ce sens :

- Grenelle de la mer : réduction de 40 % de tous les flux de nutriments (nitrates, phosphates) provenant de toutes les sources
- Grenelle Environnement : réduction de 50% de l'usage des produits phytosanitaires (agriculture, collectivités, particuliers)
- Convention d'Aichi (objectif 8) : "d'ici 2020 la pollution, notamment celle causée par l'excès d'éléments nutritifs, est ramenée à un niveau qui n'a pas d'effet néfaste sur les fonctions des écosystèmes et la diversité biologique."

Les acteurs, par le biais du Comité de bassin, ont également décidé d'agir :

- SDAGE Rhône Méditerranée : OF 5D "lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles", OF 5B "lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques"

Descripteur(s) concerné(s) : D4, D5, D8

► Définir un protocole de suivi de l'évolution dans le temps des concentrations de polluants dans la chaîne trophique et le mettre en œuvre.

Descripteur(s) concerné(s) : D5, D9.

Santé et environnement marin

Ce point n'apparaît pas explicitement à ce stade parmi les objectifs environnementaux proposés. Deux éléments notamment sont à considérer :

- Baignade

Un objectif particulier pourrait venir en renforcement des Plans Régionaux Santé" - Environnement, et être formulé comme suit :

► Elargir les protocoles de suivi des eaux de baignade pour intégrer des contaminants chimiques et notamment les substances émergentes. Améliorer également les connaissances sur les effets cumulés des contaminants ("effet cocktail").

► Développer une gestion proactive de la qualité des eaux de baignade.

Descripteur(s) concerné(s) : D5, D8

► Contrôler de manière régulière, l'impact sanitaire des rejets en mer d'installations de soins, de loisirs utilisant l'eau de mer

- Consommation de produits marins, sauvages ou élevés

► Définir un protocole de suivi de la concentration des contaminants (biologiques, chimiques, substances émergentes...) dans la chair des produits marins (algues, fruits de mer, poissons) utilisés pour la consommation humaine (alimentation, cosmétique...) et le mettre en œuvre. Améliorer également les connaissances sur les effets cumulés des contaminants ("effet cocktail").

Un tel suivi doit concerner aussi bien les espèces sauvages que les espèces provenant de l'aquaculture.

► Développer une gestion proactive de la qualité des eaux conchylicoles.

Descripteur(s) concerné(s) : D4, D5, D8

Anticiper une évolution des activités humaines sur notre littoral (agriculture, industries, ...).

Crise économique, demande sociétale, changements climatiques sont autant d'éléments susceptibles d'induire une évolution de notre façon de vivre le littoral et la Méditerranée.

Certaines activités pourraient être relocalisées en France pour des raisons liées à la crise économique et à la demande sociétale de consommer local. Les changements climatiques induiront également, plus ou moins rapidement, des modifications dans nos façons de vivre, de produire, de consommer. Il nous faut donc anticiper les efforts d'adaptation que cela demandera et les impacts que cela pourra avoir, sur les milieux, les espèces ou les ressources, mais aussi sur les activités ou installations humaines.

► Etablir un plan d'adaptation de la façade méditerranéenne aux changements climatiques.

- Etudier les changements déjà observables, leurs impacts (environnementaux, sociaux et économiques) aujourd'hui et les tendances.
- Etablir des scénarii possibles et les modifications que cela demanderait (quelles activités seraient relocalisées, quelles activités feraient évoluer leurs pratiques et comment, quels services nouveaux ou renforcés cela demanderait)
- Identifier les impacts potentiels en termes économiques et sociaux (emploi, logements, transports...) et les impacts écologiques (milieux, espèces, ressources...).
- Identifier les capacités d'adaptation de chaque activité, le soutien à apporter (technique, financier...), les actions possibles.
- Estimer d'une part les coûts financiers et humains de l'action, et d'autre part les coûts de la non-action.
- Faire adopter un protocole supplémentaire à la Convention de Barcelone pour prendre en compte à l'échelle de la Méditerranée les changements climatiques et les actions à mettre en œuvre collectivement.

Justification : les certitudes scientifiques toujours plus affirmées concernant les évolutions climatiques en cours (cf. rapports du GIEC), les impacts marqués attendus pour le bassin méditerranéen, l'importante population établie sur les rives méditerranéennes, en France comme dans le reste du bassin.

Descripteur(s) concerné(s) : D1 à D7.

Objectifs transversaux

Objectif J : Organiser les activités de recherche et développement en Méditerranée pour répondre aux objectifs de la DCSMM

► Nous insistons sur la nécessité de hiérarchiser les efforts de connaissance et de recherche. Ceux-ci doivent être en adéquation avec les enjeux et les objectifs généraux de la DC SMM et la rédaction actuelle de l'objectif J nous semble intéressante à ce titre. Nous proposons en outre d'ajouter les thématiques suivantes

- Micro biodiversité marine,
- Fonds marins,
- zones potentiellement les plus vulnérables, et à forts enjeux (richesse biologique, conflits d'usages etc.),
- impacts des perturbations sonores sur la vie marine
- perceptions sociales de la mer et de ses enjeux, par les populations littorales (vivant ou non de la mer) et non littorales
- munitions, épaves, déchets chimiques ou nucléaires.

Nous souhaitons souligner en outre la nécessité d'une hiérarchisation et d'un étalement dans le temps des nombreux objectifs, qu'ils soient déjà identifiés par les autorités ou qu'ils résultent des propositions émises lors de la consultation. Nous sommes conscients que nos propres propositions sont nombreuses et exigeantes.

L'effort de hiérarchisation sera à poursuivre collectivement, notamment au sein du Conseil Maritime de Façade, afin d'organiser les travaux dans un souci d'efficacité pour les milieux littoraux et marins, en tenant compte des échéances fixées et des moyens dont les acteurs disposent collectivement. Notre fédération continuera à travailler avec tous dans cette optique.

Objectif L : renforcer les outils de coopération internationale pour la mise en œuvre de la DCSMM en sous-région marine Méditerranée occidentale

Nous notons tous l'intérêt de cet objectif, et en particulier l'objectif particulier L1.

Il nous semble intéressant de renforcer cet objectif en y ajoutant les objectifs particuliers suivants :

► Etablir un bilan complet de la mise en œuvre de la Convention de Barcelone par la France : engagements pris, acteurs impliqués, actions adoptées, état d'avancement et perspectives / conclusions.

► Soutenir la Convention de Barcelone auprès des Etats qui ne l'ont pas encore ratifiée ou signée avec l'intégralité de ses protocoles.

► Faire adopter un protocole supplémentaire à la Convention de Barcelone, valant plan d'adaptation de la Méditerranée aux changements climatiques.

Justification : mer fermée, la Méditerranée concentre autour d'elle des pays divers, mais partageant cette mer, ils partagent aussi les problèmes qui y sont liés. L'outil juridique international existe : la Convention de Barcelone, de même que l'outil de planification : le Plan d'Action pour la Méditerranée. La structure politique se met également en place : l'Union pour la Méditerranée. Les outils existent, utilisons les !

GOVERNANCE

Concertation contractée dans le temps

Le travail mené tambour battant a certes le mérite d'être prêt rapidement, cependant il limite considérablement et déséquilibre la participation des différents acteurs. En effet, certains acteurs, professionnels de la mer, ont des moyens humains et financiers, des compétences techniques en interne, une expérience du milieu et peuvent se permettre de passer du temps, y compris dans des délais contraints. A contrario, d'autres ne possèdent pas nécessairement ni les compétences pointues ni les expériences poussées, et ne peuvent y accorder un temps infini (bénévoles associatifs, représentants syndicaux de petites entreprises...). Que dire alors du grand public...

Co-construction de salon

Il aurait été bienvenu que des rencontres associant les différents intérêts (usagers économiques, décideurs politiques, ONG, syndicats, professionnels de la marine ou de la pêche, naturalistes, scientifiques, promeneurs...) soient organisées afin de co-construire les diverses étapes, à commencer par l'état des lieux. Cela demande certes du temps, mais les résultats permettent ensuite aux parties prenantes de développer alors une vision plus intégrée et de proposer quels efforts ils peuvent consentir. Les plans d'actions élaborés ensuite sont mieux acceptés par ces mêmes parties prenantes, jusque dans les bases...

Peu de pédagogie dans la consultation

Peu de publicité et de vulgarisation / pédagogie autour de la consultation en elle-même. Pour poursuivre sur le parallèle avec la mise en œuvre de la DCE, il y a eu 2 consultations du public lors de l'élaboration du SDAGE. L'Agence de l'Eau avait alors fait appel aux acteurs pour faire connaître ces consultations et mener des actions de vulgarisation autour des enjeux.

Dans le cas précis du PAMM, il nous paraît important que le grand public puisse être informé d'une part sur la démarche, et d'autre part sur les objectifs. La consultation en elle-même aurait pu être une première action de sensibilisation du grand public, si elle avait pu être menée avec davantage de remue-ménage médiatique et basée sur des documents bien vulgarisés et bien illustrés.